



CHAPITRE 80

Loi modifiant la charte de la ville de Mackayville

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

CHAPTER 80

An Act to amend the charter of the town of Mackayville

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Preamble.

ATTEⁿD^U que la ville de Mackayville a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 11 George VI, chapitre 102, modifiée par les lois 14 George VI, chapitre 114; 3-4 Elizabeth II, chapitre 78, et 5-6 Elizabeth II, chapitre 100, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. a) A compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, les habitants et contribuables du territoire de la ville de Mackayville et leurs successeurs formeront une corporation de cité connue sous le nom de "La cité de Lafèche" et le mot "ville", partout où il se trouve dans la charte de la ville de Mackayville, est remplacé par le mot "cité".

b) La corporation constituée par la présente loi succédera aux droits, obligations, privilèges, biens, créances et actions de La corporation de la ville de Mackayville.

c) Les officiers et employés municipaux actuels de La corporation de la ville de Mackayville resteront en fonctions jusqu'à leur démission ou leur remplacement par le conseil de la cité de Lafèche, en vertu des dispositions de la présente loi.

Preamble.

WH^ER^EA^S the town of Mackayville has, by its petition, represented that it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 11 George VI, chapter 102, amended by the acts 14 George VI, chapter 114; 3-4 Elizabeth II, chapter 78, and 5-6 Elizabeth II, chapter 100, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. a. From and after the date of the coming into force of this act, the inhabitants and ratepayers of the territory of the town of Mackayville and their successors shall be a city corporation known under the name of "The city of Lafèche" and the word "town", wherever it occurs in the charter of the town of Mackayville, is replaced by the word "city".

b. The corporation hereby constituted shall succeed to the rights, obligations, privileges, property, claims and actions of The corporation of the town of Mackayville.

c. The present municipal officers and employees of The corporation of the town of Mackayville shall remain in office until their resignation or replacement by the council of the city of Lafèche, under the provisions of this act.

Erection into city.

Erection en cité.

d) Sauf les exception contenues dans la présente loi, tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil de la ville de Mackayville continueront d'avoir leurs effets jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés ou exécutés.

e) Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres ou contrats quelconques souscrits, acceptés, endossés ou consentis par la ville de Mackayville jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux.

f) La cité de Lafèche est et demeurera séparée du comté de Chambly pour les fins municipales.

g) Le maire et les échevins de La corporation de la ville de Mackayville au moment de la sanction de la présente loi, ou leurs remplaçants, deviendront le maire et les échevins de la corporation constituée par la présente loi et le terme de la charge du maire et celui des échevins expireront conformément aux dispositions de la charte de la cité.

2. L'article 9 de la loi 11 George VI (1947), chapitre 102, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 100, est modifié en y ajoutant l'alinéa qui suit:

"Toutefois, le conseil pourra, par requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demander que le territoire soit divisé en quartiers. Si la requête est accordée, le conseil fixera, par résolution, le quartier que chacun des échevins en fonction représente jusqu'à l'expiration de son mandat."

3. La cité peut faire vendre à l'encan par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze (12) mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués par ses officiers de police ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funé-

d. Except where otherwise stated in this act, all by-laws, resolutions, minutes, assessment rolls, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, made and agreed to by the council of the town of Mackayville shall continue to have effect until amended, annulled, repealed or executed.

e. All notes, bonds, debentures, engagements, titles or contracts whatsoever, entered into, accepted, endorsed or agreed to by the town of Mackayville before the coming into force of this act shall continue to have their legal effect.

f. The city of Lafèche is and shall remain separate from the county of Chambly for municipal purposes.

g. The mayor and aldermen of The corporation of the town of Mackayville at the time of the sanction of this act, or their successors, shall become the mayor and aldermen of the corporation hereby constituted and the terms of office of the mayor and of the aldermen shall expire in conformity with the provisions of the charter of the city.

2. Section 9 of the act 11 George VI (1947), chapter 102, as replaced by section 1 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 100, is amended by adding thereto the following paragraph:

"Nevertheless, the council, by petition to the Lieutenant-Governor in Council, may apply for the division of the territory into wards. If the petition is granted, the council shall fix, by resolution, the ward which each alderman in office shall represent until the expiration of his term."

3. The city may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial formality and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects moveable effects or other moveable property unclaimed within twelve (12) months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the city

1947,
c. 102,
a. 9, am.

Division
en quar-
tiers.

Vente
d'objets
non récla-
més, etc.

1947,
c. 102,
s. 9, am.

Division
into
wards.

Sale of
unclaimed
objects,
etc.

railles desquelles la cité a été obligée de has had to provide.

Respon-
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

Destruc-
tion.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande, ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis, *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la cité ne sera pas tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

If such property be claimed after the sale, the city shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have incurred.

Liability.

If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or unlawful use, such objects may be destroyed after publication of the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the city shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation.

Destruc-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 543,
remp.
pour la
cité.

4. L'article 543 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lafèche, par le suivant:

4. Section 543 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lafèche, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 543,
replaced
for city.

Mandat.

"543. Cette saisie et cette vente sont faites en vertu d'un mandat signé par le trésorier autorisé par résolution du conseil, adressé à un huissier et exécuté par cet officier sous son serment d'office, d'après les mêmes règles, et sous les mêmes responsabilités et les mêmes pénalités qu'un bref d'exécution sur les meubles décerné par la Cour de magistrat.

"543. Such seizure and sale shall be made under a warrant signed by the treasurer authorized by resolution of the council, addressed to a bailiff and executed by that officer, under his oath of office, according to the same rules and under the same responsibilities and penalties as a writ of execution against moveable property issued by the Magistrate's Court.

Warrant.

Respon-
sabilité.

Le trésorier, en donnant et signant tel mandat, n'encourt aucune responsabilité personnelle; il agit sous la responsabilité de la municipalité."

The treasurer, in giving and signing such warrant, shall not incur any personal responsibility; but shall act under the responsibility of the municipality."

Respon-
sibility.

Taxation
fixe au-
torisée.

5. Le conseil peut fixer, pour cinq (5) ans, à la somme de treize mille cent quatre-vingt-dix (\$13,190.00) dollars les taxes municipales annuelles payables par Lafontaine Gardens, Inc., pour son projet d'habitations, tel que soumis par MM. Soudre et Latté, urbanistes-conseils, et qui compte deux cent quatorze (214) logements à construire sur la terre deux cent trois (203); telle somme de treize mille cent quatre-vingt-dix (\$13,190.00) dollars totalisant ce qui serait exigible, aux taux actuels pour cet ensemble de constructions dont l'évaluation prévue est de un million vingt mille (\$1,020,000.00) dollars.

5. The council may fix, for five (5) years, to the sum of thirteen thousand one hundred and ninety (\$13,190.00) dollars the annual municipal taxes payable by Lafontaine Gardens, Inc., for its dwelling project, as submitted by Messrs. Soudre and Latté, counsellors in town-planning, and which included two hundred and fourteen (214) dwellings to be erected on lot two hundred and three (203); such amount of thirteen thousand one hundred and ninety (\$13,190.00) dollars being the total sum exigible, at the actual rates, for this set of buildings the foreseen valuation of which is of one million twenty thousand (\$1,020,000.00) dollars.

Fixed
taxes au-
thorized.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.